

N/Réf : OFP/DAL/S.MAR. /N° 1132 /2024

Casablanca, le ... 11 2 SEPT 2024 .....

**MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA SOCIETE**

.....

**Objet : Appel d'offres ouvert national n° 107/2024 : Réalisation de l'Audit Comptable et Financier de l'OFPPT au titre des exercices 2024, 2025 et 2026 et validation et visa des déclarations trimestrielles relatives aux délais de paiement.**

Monsieur,

Suite à la demande d'éclaircissement des concurrents, concernant l'appel d'offres n°107/2024 cité en objet, nous avons l'honneur de vous communiquer les précisions fournies, à savoir :

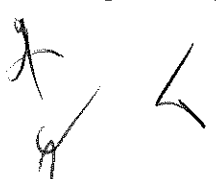
**Question :**

Suite à votre réponse citée en référence et en complément de notre demande de clarification et en relation avec la question n°4, nous souhaitons savoir si, dans le cas où un cabinet ayant réalisé, directement ou indirectement, des prestations de service prises en charge par les dispositifs CSF/GIAC (formation, ingénierie de formation, études...) et participant au présent appel d'offres dont l'un des axes porte sur l'audit financier des CSF (sous mission n°4), où il devrait statuer sur la conformité et la régularité des opérations et mouvements financiers concernant ces dispositifs y compris les remboursements effectués de manière directe ou indirecte aux prestataires, ne se trouve pas en situation de conflits d'intérêts signalée au niveau de la déclaration sur l'honneur annexée au dossier de l'appel d'offres et remettant en cause son indépendance?

**Réponse :**

Le fait pour un cabinet d'audit d'avoir bénéficié de remboursements pour des actions engagées dans le cadre des dispositifs CSF/GIAC ne saurait être considéré comme un conflit d'intérêts, et ne remet aucunement en cause son indépendance dans l'audit financier des CSF. Il est essentiel de rappeler que ces dispositifs sont destinés à soutenir la formation continue des entreprises et de leurs salariés, dans le cadre d'un processus parfaitement transparent et légal.

En outre, l'engagement d'un cabinet dans des activités financées par ces dispositifs témoigne de son investissement dans la formation et l'amélioration continue de ses propres ressources humaines, un point qui devrait être vu comme un atout plutôt qu'une entrave. Refuser la participation d'un tel cabinet reviendrait à pénaliser un acteur économique pour avoir légitimement exercé un droit conféré par la réglementation en vigueur. Cela irait à l'encontre non seulement des principes d'équité, mais



11 2 SEPT 2024

N/Réf: OFP/DAL/S.MAR. /N° 1132 /2024

Casablanca, le .....

également des objectifs mêmes de l'OFPPT, dont la mission première est de promouvoir la formation continue et l'amélioration des compétences.

À ce titre, René Capitant, éminent juriste, a affirmé : « **L'exercice d'un droit ne peut jamais être source de sanction ; il est l'expression même de la liberté individuelle et des principes de justice.** » En d'autres termes, la simple participation à un dispositif légal et institutionnalisé, comme le CSF, ne saurait constituer un motif d'exclusion ou de discrimination à l'égard de tout acteur économique, car il s'agit précisément de l'exercice d'un droit reconnu. En excluant des cabinets ayant exercé ce droit, on leur reprocherait d'avoir contribué activement au développement des compétences, ce qui serait à la fois injuste et paradoxal.

De surcroît, il serait également erroné de considérer que le fait de bénéficier d'une formation ou d'un remboursement lié à la formation constitue une atteinte à l'indépendance du cabinet dans la conduite d'un audit. En réalité, cette implication témoigne d'un engagement dans la montée en compétences de ses équipes, ce qui renforce sa capacité à fournir des audits de qualité, grâce à une expertise régulièrement actualisée. C'est là un gage de rigueur et de professionnalisme, non une source de conflit d'intérêts.

Comme l'a souligné Hans Kelsen, célèbre juriste, « **La justice consiste à garantir des conditions égales de participation et de traitement dans la compétition sociale.** » Restreindre l'accès à un appel d'offres sous prétexte qu'un cabinet a bénéficié des dispositifs CSF serait une atteinte à ce principe fondamental d'équité. Cela créerait une distorsion dans la concurrence en limitant l'accès aux cabinets qui, paradoxalement, investissent le moins dans la formation de leurs propres équipes.

Loin d'être un facteur disqualifiant, l'utilisation des dispositifs CSF par un cabinet constitue en fait une preuve de son engagement envers le développement de ses ressources humaines et son intégration dans une dynamique de formation continue. Exclure un cabinet sous ce prétexte reviendrait à nier l'essence même du rôle joué par l'OFPPT dans le cadre du développement des compétences professionnelles au Maroc. L'objectif de ces dispositifs est justement d'encourager les entreprises à former leurs équipes, et exclure celles qui en bénéficient serait non seulement injustifié, mais également contradictoire avec la mission de l'institution.

Il serait non seulement absurde, mais aussi injuste et économiquement contre-productif de disqualifier un cabinet pour avoir bénéficié des dispositifs de formation continue. Une telle exclusion reviendrait à restreindre la concurrence et à priver l'OFPPT des compétences les plus actualisées et

N/Réf: OFP/DAL/S.MAR. /N° 1132 /2024

Casablanca, le ... 11 ... 2 ... SEPT ... 2024

expérimentées. Il est donc essentiel de préserver une approche équitable, qui valorise les acteurs économiques investissant dans le développement de leurs équipes, et non de les pénaliser pour avoir exercé un droit légal et légitime.

Salutations distinguées.

**LE DIRECTEUR DE L'APPROVISIONNEMENT  
ET DE LA LOGISTIQUE PI**

**MOHAMED AMINE TERRAS**



N/Réf: OFP/DAL/S.MAR /N° 1134 /2024

Casablanca, le ..... 12 SEPT 2024

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA SOCIETE

.....

**Objet :** Appel d'offres ouvert national n° 107/2024 : Réalisation de l'Audit Comptable et Financier de l'OFPPT au titre des exercices 2024, 2025 et 2026 et validation et visa des déclarations trimestrielles relatives aux délais de paiement.

Monsieur,

Suite à la demande d'éclaircissement des concurrents, concernant l'appel d'offres n°107/2024 cité en objet, nous avons l'honneur de vous communiquer les précisions fournies, à savoir :

**Question 1 :**

Pour un Expert-comptable retraité (gérant associé) est ce que son apparition sur le modèle 212-2-45 de la CNSS est obligatoire ?

**Réponse 1:**

Nous tenons à vous informer que conformément à l'article 32 du CPS relatif à l'équipe d'audit et budget temps à investir dans la mission, le cabinet peut proposer des intervenants y compris le chef de mission ne figurant pas sur la liste des assurés déclarés pour le dernier mois (attestation des salariés déclarés), à condition que leur rattachement au cabinet soit justifié par la présentation des statuts de la société et du registre de commerce y afférent.

**Question 2 :**

En cas de groupement est ce que chaque cabinet doit présenter 6 auditeurs ou bien 6 auditeurs pour le groupement ?

**Réponse 2:**

Nous vous informons que l'équipe appelée à intervenir doit être composée au total de 6 auditeurs et un expert comptable et ce conformément à l'article 32 du CPS relatif à l'équipe d'audit et budget temps à investir dans la mission.

**Question 3 :**

Nous n'avons pas trouvé la référence 212-2-45 relative à l'attestation des salariés déclarés, la référence que nous avons trouvée et qui correspond à cette attestation est 212-3-45, est-ce que c'est la bonne ?

**Réponse 3 :**

Dans le but de s'assurer que l'équipe proposée par le concurrent est composée de salariés du cabinet, l'OFPPT a exigé la délivrance de l'attestation des assurés déclarés pour le dernier mois.



N/Réf: OFP/DAL/S.MAR. /N° \_\_\_\_\_/2024

Casablanca, le ...11.2... SEPT. 2024

A cet effet le cabinet devra inclure dans son offre technique l'attestation des salariés déclarés faisant ressortir la liste nominative des salariés déclarés à la CNSS et ce selon le modèle adopté par la CNSS pour le dernier mois.

Salutations distinguées.

LE DIRECTEUR DE L'APPROVISIONNEMENT  
ET DE LA LOGISTIQUE PI

MOHAMED AMINE TERRAS